

Rapport d'activité



Mission locale
du Pays de Lorient

www.missionlocale-lorient.org

2009, UNE ANNÉE CHARNIÈRE

Le « plan agir » pour la jeunesse, initié en 2009 par le Haut Commissaire aux Solidarités actives et à la jeunesse, Martin Hirsch, a sans aucun doute repositionné les Missions locales au centre des politiques d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, en qualité d'acteur opérationnel incontournable.

Enfin ! pourrions-nous dire.

Créées en 1982 à la suite du rapport Schwartz, elles avaient été quelque peu oubliées par les pouvoirs publics ces dernières années. Pourtant, ils étaient encore beaucoup à croire et à voir en elles l'outil le plus pertinent pour l'insertion des jeunes.

Ils étaient les représentants locaux des services déconcentrés de l'état et des chambres consulaires, les collectivités territoriales et leurs élus, les organismes de la formation professionnelle. Ils siégeaient au bureau du conseil d'administration de la mission locale et réussissaient à maintenir la tête hors de l'eau au gré des aléas des divers dispositifs.

Pour la Mission Locale du Pays de Lorient, ils s'appellent Jean-Louis Laforge, Jean-Luc Le Clech, Patrick Lesné, Bernard Hangouët, Gilles Carreric, Jean-Paul Solaro, Stéphane Le Guennec, entre autres.

Aujourd'hui, pour la plupart, ils ont pris un peu de distance et laissé la place à de nombreux nouveaux administrateurs, marquant chacun désormais une empreinte au sein de notre association.

Il est vrai qu'au-delà de leurs convictions et savoir-faire, ils avaient su s'appuyer sur une équipe de salariés avec des compétences propres, je dirais même singulières :

- aider à trouver une entreprise,
- écouter et régler les difficultés de la vie quotidienne,
- élaborer un parcours de formation

en construisant une relation de confiance et de respect avec le jeune. Tels sont les actes professionnels spécifiques de nos conseillers qui auront crédibilisé nos actions.

2009 aura donc été une année charnière de recherche d'un nouvel équilibre entre nos fondamentaux politiques, techniques et budgétaires.

2010 devra être l'année entièrement consacrée à agir pour la jeunesse.

Le 28 avril 2010,

Dominique Le Vouedec,
Président de la Mission locale du Pays de Lorient

Sommaire

Les jeunes accueillis en 2009	P. 3
Zoom sur les territoires les plus touchés par la crise	P. 8
Les parcours d'accès à la qualification et l'emploi	P. 13
Les instances de la Mission locale du Pays de Lorient	P. 22
Rapport social au 31 décembre 2008	P. 24
Rapport financier	P. 26



Les jeunes accueillis en 2009

3949 jeunes suivis en 2009

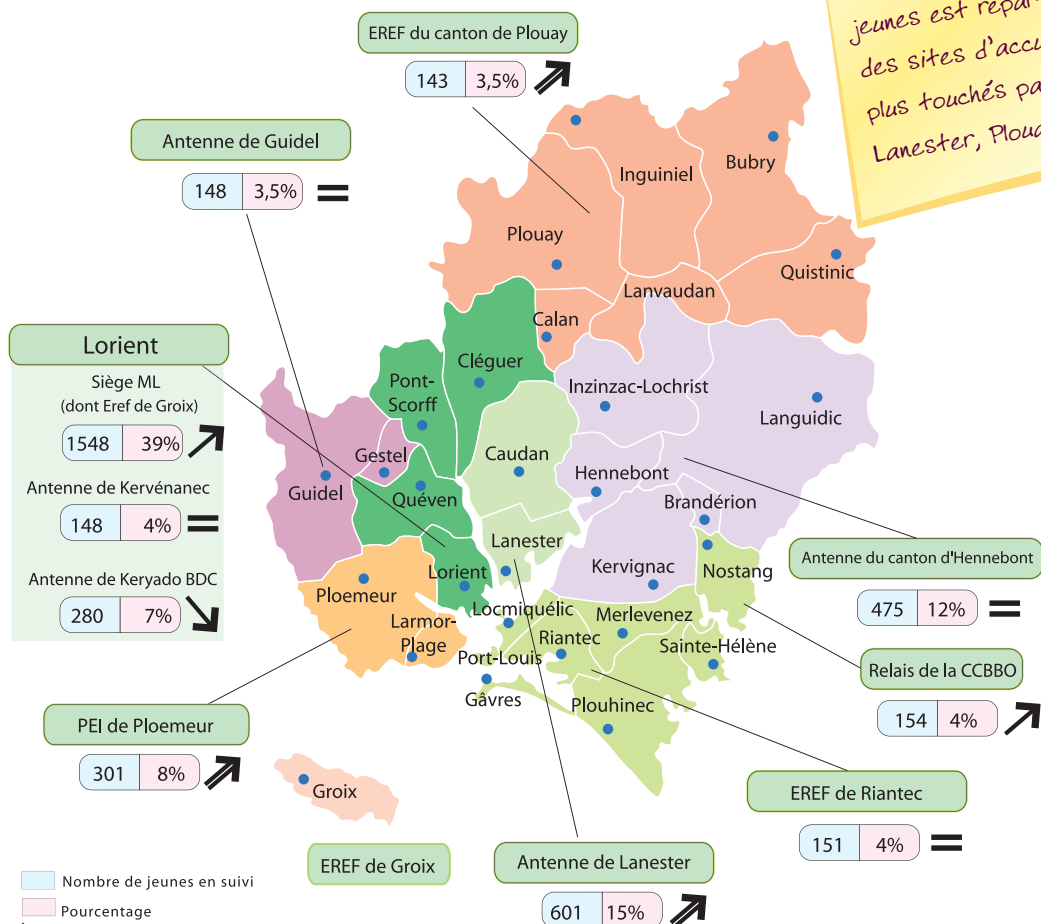
Définitions :

Premier accueil : jeunes accueillis pour la première fois dans l'année

Suivi : jeunes reçus en entretien individuel ou collectif

Contact : entretien, courrier, téléphone

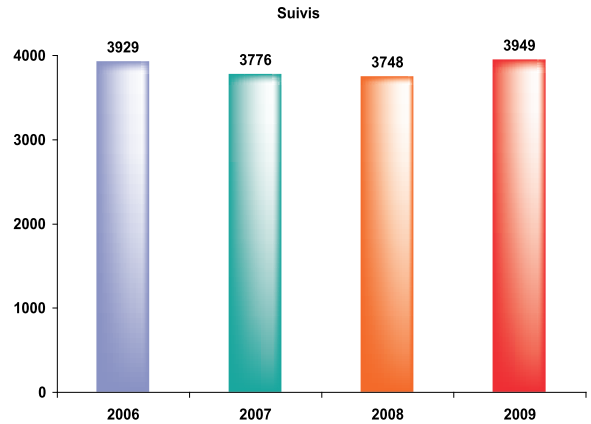
La part des jeunes suivis par site est similaire aux années précédentes. L'augmentation du nombre de jeunes est répartie sur l'ensemble des sites d'accueil 3 sites sont plus touchés par cette hausse : Lanester, Plouay et Ploemeur



- Nombre de jeunes en suivi
- Pourcentage
- ↘ En baisse par rapport à 2008
- ↗ En hausse par rapport à 2008
- ↗ En hausse importante

Évolution sur 4 ans

3949 jeunes ont été reçus cette année à la Mission Locale, soit une hausse de plus de 5% par rapport à 2008. Nous avons atteint le niveau d'accueil de 2006 qui avait été particulièrement exceptionnel. Cette augmentation du nombre de jeunes accueillis se traduit aussi par des caractéristiques de notre public sensiblement différentes.



Répartition des jeunes suivis par âge et par genre

Depuis plusieurs années la répartition par âge est stable, la situation économique n'a pas modifié cette caractéristique. Cependant en valeur absolue, l'augmentation la plus significative est celle des jeunes de 22 ans et plus.

	Femmes	Hommes	Total	%
16-17 ans	81	116	197	5%
18-21 ans	901	929	1830	46%
22 ans et plus	1015	907	1922	49%
Total	1997	1952	3949	100%
	51%	49%		100%

Le plus remarquable reste la répartition entre les hommes et les femmes dans le public suivi, depuis plusieurs années, les femmes étaient très largement sur-représentées. En 2009, le rééquilibrage amorcé en 2008 s'est poursuivi et révèle une répartition hommes/femmes quasiment égale.

Répartition par genre et par niveau

Il faut noter en 2009, une augmentation sensible du niveau de formation des jeunes suivis. Tandis que la part des jeunes de niveau IV accueillis reste stable, la part des jeunes de niveau V et celle des niveaux III et + augmente sensiblement. Concernant les jeunes de niveau III et plus, l'augmentation (+ 1.2 point par rapport à 2008) est plus marquée pour les hommes. Ils représentent 37% des jeunes reçus de ce niveau contre 30% en 2008.

	Femmes	Hommes	Total	%
III(Bac +2) et +	177	106	283	7,2%
IV (Bac)	706	417	1123	28,4%
V (BEP-CAP)	727	835	1562	39,6%
Vbis (BEP non validé) et VI (sortie collège)	387	594	981	24,8%
Total	1997	1952	3949	100%

La part des jeunes en suivi de niveau VI et Vbis diminue de 2,2 points cette baisse permet d'enrayer la forte augmentation de ces publics observée en 2008.

Mobilité

Parmi les jeunes suivis, 36% des jeunes ont le permis, 12% des jeunes sont en cours de préparation de celui-ci. 54% des jeunes déclarent utiliser les transports en commun.

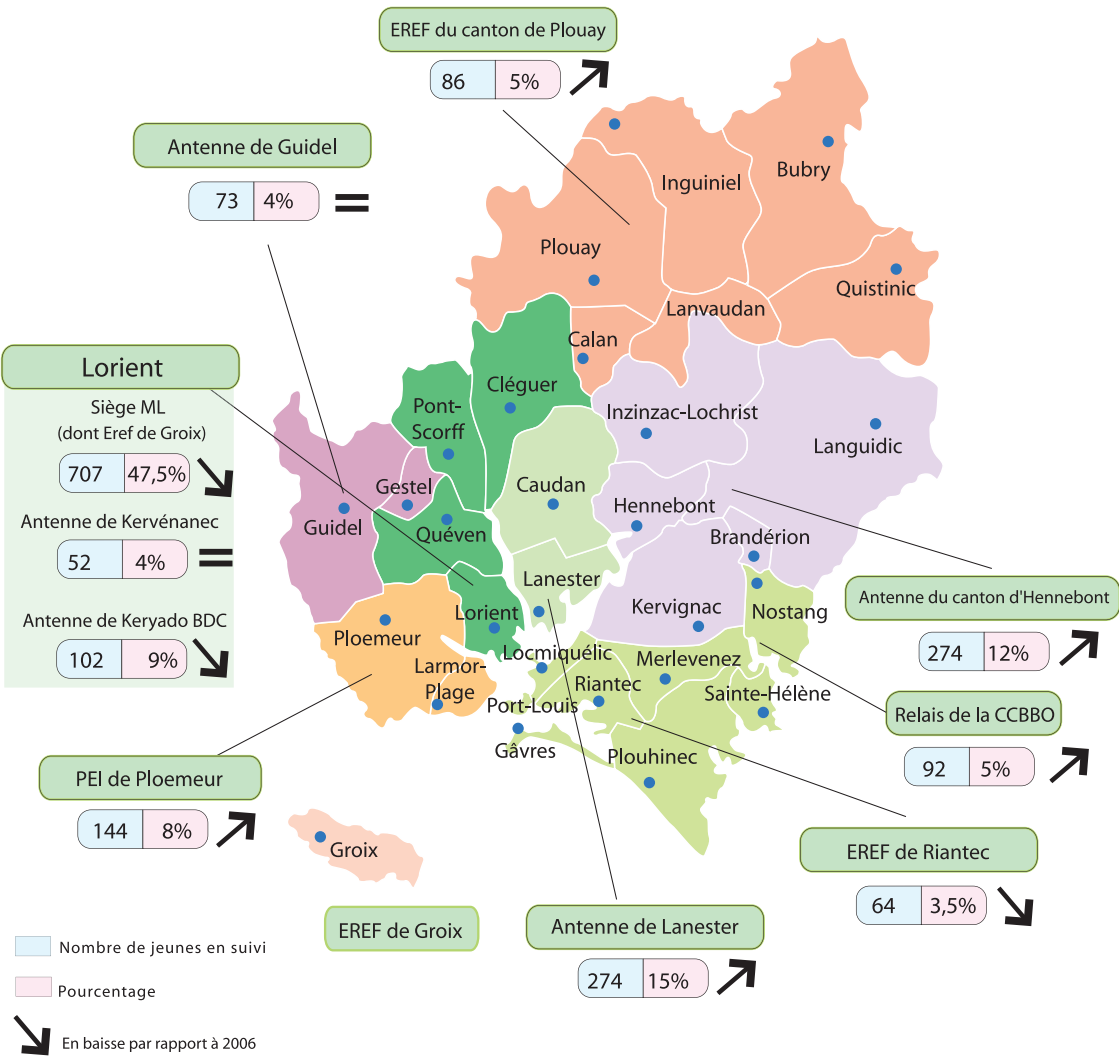
Cette donnée varie fortement en fonction du lieu de résidence des jeunes, soit 31.3% de jeunes qui ont le permis à Lanester et 52% à Larmor Plage et dans le canton de Plouay.

Données familiales

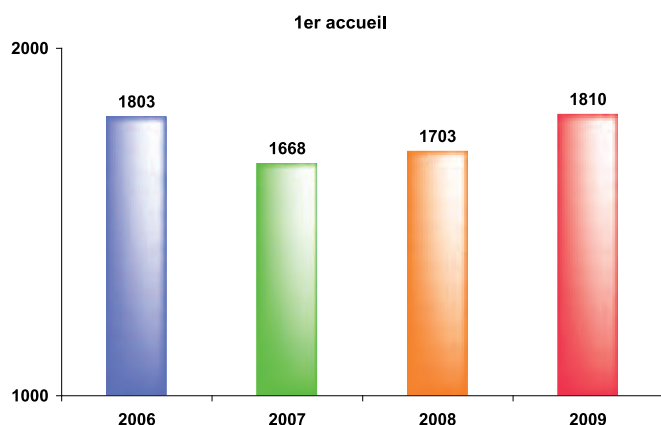
57,4% des jeunes vivent chez leurs parents, 30,6% en logement autonome, 5,2% sont en situation de précarité.

On note une forte disparité en fonction du lieu d'accueil du public. Celle-ci s'explique par la forte concentration de l'habitat collectif et d'urgence sur Lorient (FJT, CHRS,etc,...)

Caractéristiques des jeunes accueillis pour la première fois

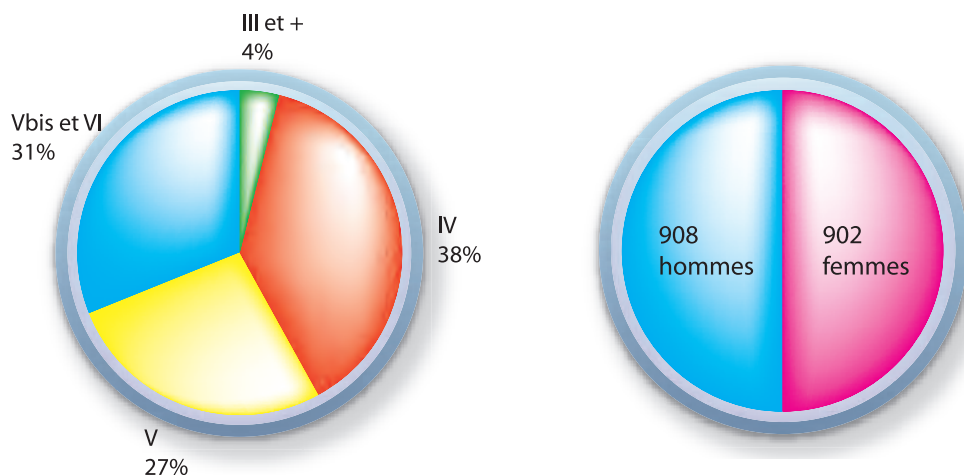


Répartition du 1^{er} accueil par site



Le nombre de jeunes accueillis pour la première fois à la Mission locale a fortement augmenté, soit 180 jeunes (+6.2%) par rapport à 2008.

Répartition par genre et par niveau de fin de scolarité



Pour la première fois, nous avons accueilli en premier accueil un plus grand nombre d'hommes que de femmes, conséquence de la crise économique qui a touché plus durement cette population.

Répartition par niveau

- La part des jeunes de niveau V au 1^{er} accueil continue à diminuer : elle représentait 32% en 2007, 30% en 2008 et 27.5% en 2009. A contrario, la part des jeunes de niveaux IV augmente de nouveau en 2009 après une légère baisse en 2008. La part des niveaux III et plus augmente légèrement (+0.5 point)
- La part des jeunes de bas niveaux de qualification reste stable par rapport à 2008. Pour rappel, celle-ci avait très fortement augmenté en 2008.
- 66% des jeunes primo-accueillis sont diplômés dont 37% sont titulaires du Baccalauréat.

Les filières les plus représentées sont :

Filière	%
Filière générale	34%
Personnel de la distribution et de la vente	13%
Personnel des services administratifs et commerciaux	9%
Industrie	8%
Personnel des services aux personnes et à la collectivité	7%
Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	7%
Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	6%
hôtellerie / Restauration	4%
Autre (transport logistique / banque-assurance / Communication)	12%
	100%

Répartition par âge

La part des mineurs après avoir augmenté en 2008, est revenue au niveau que nous avons connu jusque là, soit 12% des jeunes en 1er accueil.



34% de jeunes viennent à la mission locale moins de six mois après leur sortie scolaire tandis que 38% prennent contact avec la mission locale plus de deux ans après cette sortie.

Répartition par type de demande au 1er entretien

Demande au 1er accueil	Nombre de jeunes	%
Projet professionnel	543	30%
Emploi	527	29%
Formation	365	20,5%
Contrat en alternance	207	11%
Autre	168	9,5%
	1810	100%

Zoom sur

Les territoires les plus touchés par la crise

Dès 2008, les jeunes ont été les premières victimes de la crise. Le chômage des 16/25 ans a progressé 7 fois plus vite en un an que celui des autres catégories d'âge... il n'a pas épargné les jeunes du Pays de Lorient. Tous les lieux d'accueil ont vu leur fréquentation augmenter mais 3 territoires semblent plus touchés.

Le canton de Plouay

Ce territoire à dominante industrielle a particulièrement souffert de la crise économique. L'activité au ralenti a fait chuter le nombre d'intérimaires dans les entreprises, emplois souvent proposés aux jeunes et plus particu-

1er accueil : 86 jeunes



La hausse du nombre de jeune accueillis porte soit sur **les jeunes très qualifiés** : niveau III et + (11% des jeunes reçus contre 4.2% pour l'ensemble du pays de Lorient), soit sur les jeunes peu qualifiés (58% des jeunes de niveau V et infra, correspondant à la moyenne du Pays de Lorient.)

Autre **enjeu important** pour ce territoire : la **mobilité**. Comparativement aux autres communes du Pays de Lorient, le nombre de jeunes titulaires du permis de conduire et d'un véhicule est en constante augmentation. Il atteint 54% en 2009, soit 9 points de plus qu'en 2008.

Autre effet de la crise, **les jeunes viennent plus tôt et plus régulièrement** à la Mission locale. Pour la majorité d'entre eux, ils se présentent moins d'un an après leur sortie scolaire. Les contacts avec leur conseiller ont progressé de 26% et les entretiens individuels

lièrement aux jeunes hommes. Conséquence de cette situation, le nombre de jeunes reçus pour la première fois à l'EREF de Plouay a augmenté de 43% en 2009 et 55% d'entre eux sont des hommes.

Suivis : 143 jeunes



de 42% passant de 281 en 2008 à 399 en 2009. Le nombre de jeunes accompagnés dans le cadre d'un contrat d'accompagnement, CIVIS a progressé significativement (+67%).

Cependant, à la différence des autres communes, la première demande des jeunes plouaysiens est plus centrée sur l'orientation professionnelle (40% des demandes en 1er accueil) que sur l'accès à l'emploi (28%) : le nombre de jeunes accédant à la formation augmente, celle-ci constituant une alternative intéressante en période de crise.

La situation économique a nécessité aussi d'accompagner financièrement les jeunes. L'allocation CIVIS versée aux jeunes est passée de 2 755 € à 11 925 €. Les jeunes ne parvenant plus à travailler ou arrivant en fin de droits ASSEDIC ont ainsi pu en bénéficier.

La commune de Lanester

1er accueil : 243 jeunes



Le nombre de jeunes accueillis pour la première fois a augmenté de 6%; l'augmentation est de 10% pour les jeunes suivis. On peut y voir une conséquence du contexte de crise économique, d'autant que ces augmentations

Suivis : 532 jeunes



touchent plus particulièrement les jeunes de niveau IV et plus. Ce public qualifié parvenait plus facilement à accéder à un emploi durable avant la crise, sans nécessairement faire appel à nos services. Aujourd'hui, l'accès

à l'emploi est pour eux plus difficile. De fait, ils sont plus nombreux parmi le public reçu à Lanester avec comme première préoccupation l'emploi : 26% des demandes cette année contre 20% en 2008.

Baisse sensible du public mineur au 1er accueil mais qui reste important sur ce territoire : 16% contre 12% en moyenne sur le Pays de Lorient.

	Jeunes en 1er accueil	%	Jeunes en suivi	%
Niveau IV et +	100	41	165	31
Niveau V	85	35	122	42
Niveau VI et Vbis	58	24	145	27
Total	243	100%	532	100%

La part des jeunes en 1er accueil de niveau VI et V bis diminue sensiblement et celle des jeunes de niveau IV et plus augmente. 68% des jeunes suivis ont un niveau égal ou inférieur au niveau V. L'écart en terme de niveau avec l'ensemble des jeunes suivis par la mission locale reste bien présent mais tend à diminuer (64% à l'échelle du Pays de Lorient).

Près de 20% des jeunes suivis résident sur un quartier relevant du CUCS. À ce propos, nous avons développé des accueils collectifs sur les quartiers, avec l'aide des agents de développement de la Ville, afin de rencontrer les jeunes et de les informer sur notre offre de services.

Les mises en situation sont significativement

en baisse :

- Les entrées en emploi n'ont pas diminué mais 80% d'entre-elles sont des CDD.
- Les signatures de contrats en alternance ont chuté
- Les entrées en formation restent stables.

Les aides financières accordées aux jeunes sont en nette augmentation (plus de 60%), un signe de la précarité du public accueilli.

L'activité 2009 fait apparaître une augmentation de 38% des accompagnements contractualisés CIVIS, ce qui traduit l'importance du rôle et la spécificité de l'accompagnement des conseillers dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Le Canton de Plœmeur



Les hommes ont représenté 58% des primo-accueillis alors que la parité hommes/femmes était parfaite en 2008. La baisse significative



des missions intérim auxquelles ces derniers avaient recours peut être une des explications.

	Jeunes en 1er accueil	%	Jeunes en suivi	%
Niveau IV et +	87	60	146	49
Niveau V	41	28	103	34
Niveau VI et Vbis	16	12	51	17
Total	144	100%	300	100%

La crise a progressivement atteint un public qui accédait au marché du travail sans avoir recours à la Mission locale. Le niveau scolaire des jeunes primo-accueillis a fortement progressé, passant de 55% de jeunes de niveau bac et plus en 2008 à 60% en 2009. Le public du canton de Plœmeur s'est toujours caractérisé par un fort taux de diplômés et cette tendance s'est encore amplifiée.

Sur les mises en situation, on constate une baisse de plus de 15% des contrats de travail signés en 2009, mais une hausse de 19% des contrats en alternance. **La première demande des jeunes reste l'emploi** : plus de 50% des demandes recensées au 1er accueil, alternance incluse (soit + 7% par rapport à 2008). L'aide à la réalisation d'un projet professionnel et l'accès à la formation restent stables (42%).



Qui sont les jeunes suivis ?

Les grandes typologies de parcours

Les jeunes accueillis à la Mission Locale ont des profils très différents et par conséquent les parcours d'insertion et les processus d'accompagnement sont diversifiés et spécifiques à chacun. Une étude a été menée au niveau régional sur l'ensemble des jeunes bretons accompagnés par les missions locales. Celle-ci fait ressortir 3 grandes typologies de parcours.

Dans tous les cas, le conseiller motive et apporte son soutien aux jeunes dans la réalisation de son projet, il est garant de la cohérence de celui-ci.

Les jeunes en insertion (46%)*

- Une durée d'accompagnement longue (2 ans ou plus)
- Des difficultés périphériques à résoudre
- Une difficulté à construire un projet



L'action de la mission locale

- Un accompagnement individualisé et renforcé (des entretiens individuels très fréquents) pour garantir la cohérence du parcours
- Un traitement des problèmes périphériques (santé, logement, vie quotidienne)
- Des soutiens financiers
- Un travail de relais avec les partenaires spécialisés

Rôle du conseiller
Accompagnement renforcé

Les jeunes en construction de projet (36%)

- Une durée d'accompagnement de 12 à 18 mois
- Des jeunes impliqués dans leur parcours d'insertion professionnelle avec un objectif à atteindre bien défini
- Des difficultés périphériques en voie de résolution



L'action de la mission locale

- Un accompagnement à la construction du projet professionnel
- Un accompagnement dans l'accès à la qualification - formation/ alternance
- Des entretiens planifiés et réguliers
- De l'information sur les métiers, les secteurs d'activités, les entreprises du territoire

Rôle du conseiller
Accompagnement sur projet

Les jeunes proches de l'emploi (18%)

- Une durée d'accompagnement courte, moins de 12 mois
- Des jeunes plutôt qualifiés avec un objectif très précis
- Des difficultés dans la recherche d'emploi



L'action de la mission locale

- Des Ateliers de Recherche d'Emploi (ARE) (rédaction du CV et de la lettre de motivation)
- Des ateliers de recherche d'offres/ prospection
- Le parrainage
- Des préparations et simulations d'entretiens d'embauche
- Des rencontres avec des employeurs

Rôle du conseiller
Appui ponctuel

*Étude Bretagne - Association régionale des missions locales

Fréquence et nature des contacts

Le travail réalisé par les conseillers en fonction du type de parcours se décline en différentes modalités de contacts

Les 3949 jeunes suivis totalisent 18 921 contacts répartis comme suit :

Type de contact	Nombre de contacts	%	Jeunes concernés
Entretien individuel	14 098	74,5%	3945
Téléphone	2 748	14,5%	1382
Visite	758	4%	530
Atelier	529	2,8%	416
Lettre	227	1,2%	208
Entretien par un partenaire	193	1%	155
Information collective	168	0,9%	163
Médiation	107	0,6%	83
E-mail	93	0,5%	77

 Nous avons accueilli plus de jeunes en 2009 mais le nombre moyen de contacts par jeune a lui diminué, soit 4,79 contacts en moyenne par jeune.
Le nombre moyen d'entretiens individuels est cependant resté stable.

Différentes actions sont proposées aux jeunes en fonction de leur demande et du diagnostic du conseiller.

Proposition	Nombre	%	Jeunes
Accès à l'emploi	14 520	42,4%	3 259
Projet professionnel	8 788	25,6%	2895
Formation	8 149	23,8%	2844
Citoyenneté	1363	4%	859
Santé	902	2,6%	538
Logement	498	1,5%	336
Loisirs, sport, culture	46	0,1%	38

 92% des propositions relèvent du domaine professionnel.
L'accès à l'emploi reste la préoccupation majeure des jeunes accompagnés.

Les contrats d'accompagnement

CIVIS

Nombre d'entrées : 797 jeunes ont signé un contrat CIVIS en 2009

216 sont sortis en emploi durable soit 36 % sur le cumul des jeunes sortis du dispositif au 31/12/2009

PPAE

655 jeunes sont en suivis délégués par Pôle Emploi

Parmi eux, 174 sont indemnisés

PLIE

La Mission Locale en tant que bénéficiaire du PLIE a signé une convention pour accompagner 65 jeunes.

84 suivis en 2009 dont 41 nouveaux entrants.
15 sont sortis en emploi durable dont 3 en contrat en alternance

69 étaient en cours d'accompagnement au 31/12/2009

PLIE : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi
PPAE : Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi
CIVIS : Contrat d'Insertion vers la Vie Sociale

Le soutien financier dans l'accompagnement

380 000 € versés aux jeunes au cours de l'année 2009.

2/3 des aides financières ont été versées aux jeunes dans le cadre de l'allocation CIVIS .

1/3 sont versées dans le cadre de différents dispositifs (FAJ, Chèque mobilité, etc.) et sont réparties par motifs.



Constats :

- Augmentation des aides accordées aux jeunes dans cette période de crise notamment par le biais de l'allocation CIVIS.

- Légère diminution des autres aides, cependant les montants moyens attribués ont été supérieurs en 2009

Les parcours d'accès à la qualification et à l'emploi

Le travail d'accompagnement vise une intervention non linéaire sur l'orientation, la formation ou l'accès à l'emploi. Cette succession d'étapes ou de phases déterminées avec chaque jeune en fonction de ses besoins et de ses aspirations mais également à partir du diagnostic du conseiller constitue un parcours personnalisé d'accès à l'emploi.

Formation et emploi : entrées en situation des jeunes

		F	H	Situations	Jeunes
Contrat en Alternance	Contrat d'apprentissage	74	96	170	168
	Contrat de professionnalisation	60	38	98	98
	Total de la catégorie	134	134	268	262
Emploi	CDD	510	378	888	725
	CDD intérim	206	380	586	479
	CDD saisonnier	190	158	348	304
	CDD temps partiel	168	67	235	196
	CDI	81	92	173	170
	CDI temps partiel	76	22	98	96
	Contrats aidés	43	49	92	90
	Autres contrats de travail	14	13	27	27
	CUI CAE-P	5	7	12	12
	CDD insertion	1	10	11	11
	Total de la catégorie	1 294	1 176	2 470	1740
Formation	Conseil régional	364	302	666	615
	Stage AFPA Structure	34	111	145	135
	Autres actions	80	48	128	124
	DRTEFP	26	37	63	58
	Formation Armée (EPIDE)	3	8	11	11
	Mesures Pôle Emploi	1	3	4	4
	Total de la catégorie	508	509	1 017	907
Immersion en entreprise	Période en milieu professionnel	71	65	136	120
	EMT	11	16	27	26
	Total de la catégorie	82	81	163	146
Scolarité	Retour formation initiale	35	24	59	59
	MGIEN	21	16	37	36
	Total de la catégorie	56	40	96	95
	Total général	2 074	1 940	4 014	2601

Baisse globale de 11% sur les entrées en situations d'emploi. Le ralentissement de l'activité intérimaire se poursuit en 2009 avec une baisse des CDD intérim de 12 %. La baisse des CDI est également importante (- 34 %)

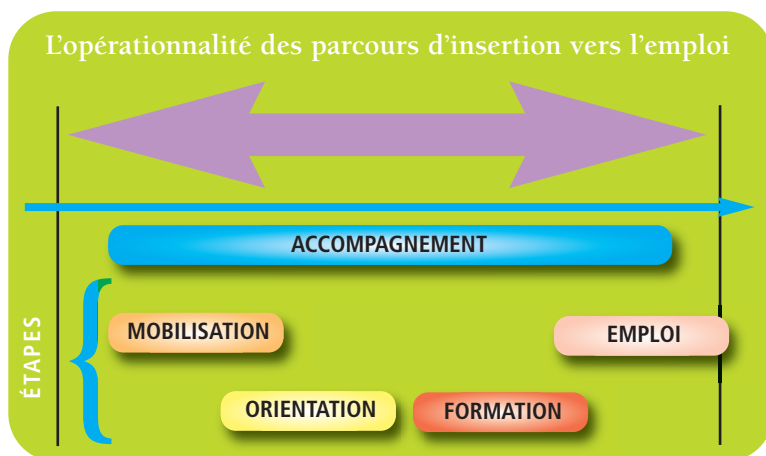
Autre évolution remarquable : les périodes d'immersion en entreprise. 55 % d'augmentation des PMP qui permettent l'accueil des jeunes en entreprises dans le cadre de stages.

Les contrats en alternance baissent aussi malgré une relative stabilité des contrats d'apprentissage (+1% pour l'apprentissage par rapport à 2008).

Par contre, deux points positifs : l'apport de la nouvelle mesure CUI CAE Passerelle avec un démarrage timide mais une montée en

charge prévue en 2010, et la rubrique «autres contrats de travail» qui a doublé par rapport à 2008. Il s'agit là de l'impact des statuts d'auto-entrepreneur ou de travailleur indépendant et des contrats dans les armées.

Les différentes phases du parcours composées de situations de formation, d'emploi ou de périodes d'immersion en entreprise constituent la dynamique sur laquelle le jeune va s'appuyer pour développer des compétences, connaître le monde économique, dépasser ses difficultés et ainsi améliorer ses opportunités d'accéder à l'emploi durable.



La phase de mobilisation

L'utilisation du terme «mobilisation» date du CFI (Crédit Formation Individualisé) créé en 1989 par l'Etat pour donner une seconde chance de qualification aux jeunes qui en étaient dépourvus. Il s'agissait alors de caractériser les premières étapes de formation «en amont de la qualification» visant à préparer et à accompagner les projets d'insertion des jeunes suivis par les Missions locales.

La phase de mobilisation recouvre aujourd'hui toutes les actions de dynamisation et de démarrage des trajectoires d'insertion.

Construire un projet professionnel, réduire les écarts éventuels par rapport aux exigences de la qualification et de l'emploi, tels sont les objectifs des différentes prestations proposées par le DRIP (Dispositif Régional d'Insertion Professionnelle), la MGIEN (Mission Générale d'Insertion de l'Éducation Nationale), la Protection judiciaire de la jeunesse, Pôle Emploi ou les structures de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique) au travers des chantiers d'insertion.

Une diversité d'actions répondant à des besoins multiples

- Prestation d'apprentissage des savoirs de base (ASF)
- Prestation amélioration expression écrite et orale

- Maîtrise des savoirs de base
- Autonomie dans la vie quotidienne
- Maîtrise de l'expression écrite et orale en français

- Prestations préparatoires à l'emploi PPE
- Chantiers d'insertion IAE
- Autres actions de mobilisation

- Évaluation et traitement des obstacles périphériques à l'accès à l'emploi
- Développement des aptitudes comportementales sociales et d'adaptation au milieu professionnel
- Développement de l'autonomie dans les démarches, les choix

- Prestation d'Orientation Professionnelle POP
- Bilan de compétences
- Prestations d'aide à l'orientation Mission locale
- Immersion en entreprise (PMP, EMT)
- Actions du dispositif MGI
- Autres prestations d'orientation (AFPA, Pôle Emploi)

- Émergence et définition d'un projet professionnel
- Vérification de la faisabilité d'un projet professionnel (pertinence, réalisme)
- Diversification des choix d'orientation



Le rôle de la Mission locale dans la première approche de l'orientation

En amont des dispositifs précédemment cités et afin d'optimiser l'implication des jeunes sur ces actions, l'équipe technique de la Mission locale conçoit et met en œuvre des prestations spécifiques d'aide à l'orientation, notamment en direction des jeunes femmes.

En effet, même si l'année 2009 se caractérise par une augmentation importante de l'accueil des jeunes hommes, il n'en demeure pas moins que le chômage des femmes reste

un phénomène structurel. Alors même que 63 % des femmes inscrites à la Mission locale sont issues de trois filières du secteur tertiaire, nous relevons trop peu de parcours diversifiés à l'issue des prestations d'orientation professionnelle.

Ces constats nous amènent à proposer une prestation ciblant les jeunes femmes et visant l'élargissement de leurs choix professionnels.

Orient' action, une démarche globale qui intègre des ateliers d'orientation, des séances «infos métiers» et «infos emplois»

- ☀ 52 jeunes participantes aux ateliers «Orient'action»
- ☀ 113 jeunes femmes présentes aux séquences «Infos métiers, infos emplois»
- ☀ 17 entreprises et de nombreux partenaires. Deux axes forts dans l'année «L'alternance au féminin» en juin, «100 femmes 100 métiers» en novembre.
- ☀ Une étude réalisée sur les parcours de femmes accompagnées par les conseillers Mission locale.



Répartition de l'ensemble des situations et des mesures de la phase de mobilisation

Dispositifs	Actions	Nbre de situations	Nbre de jeunes
DRIP	POP Prestation d'Orientation Professionnelle	347	344
	PPE Prestation Préparatoires à l'Emploi	87	86
	PAEEO	18	18
MGIEEN	Prestations MGI, MIJEC	41	41
Mission locale	Prestations d'aide à l'orientation interne	186	153
	Immersion en entreprise PMP	136	121
Pole Emploi	Immersion en entreprise EMT	26	25
Autres dispositifs	Autres actions de mobilisation	110	108
	Chantiers d'insertion IAE	38	38
	Bilan de compétences	20	30

 71 % des jeunes entrés en situation dans le cadre du DRIP sont de niveau inférieur ou égal au niveau V

 Ils le sont particulièrement dans les prestations pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi , PPE (95%) et de manière un peu moins marquée dans les POP (67%).

Le public est majoritairement féminin dans l'ensemble des prestations d'orientation ce qui traduit la plus grande difficulté des femmes à s'insérer et leur volonté de s'interroger sur leur orientation. Leur présence est majoritaire dans les POP (57%) ou en bilan de Compétences (75%).

Néanmoins, les jeunes hommes, davantage touchés par le chômage compte tenu de la chute d'activité du secteur du BTP et de l'effondrement de l'offre en intérim sont plus représentés dans les dispositifs de mobilisation en 2009 comparativement à l'année précédente.

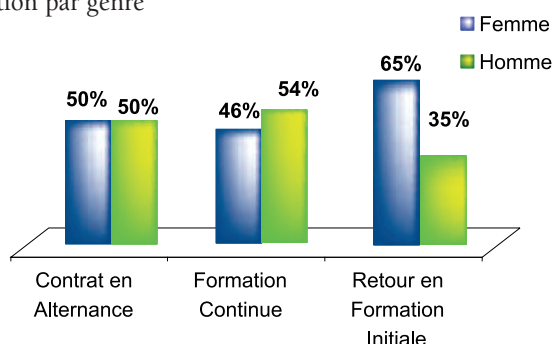
La phase «accès à la qualification»

L'accès à la qualification, en agissant favorablement sur l'accès à l'emploi, constitue un levier pertinent en termes d'insertion des jeunes. Dans le contexte économique actuel, il l'est d'autant plus que la formation qualifiante peut être considérée comme un «investissement» sur l'avenir dans l'attente de la reprise de l'activité économique.

Qu'il s'agisse de consolider un objectif professionnel, d'acquérir des savoirs faire ou une culture professionnelle, de préparer des concours ou d'élever son niveau de qualification, les dispositifs de préqualification et de qualification offrent aux jeunes une diversité de prestations favorisant ainsi la construction de parcours de formation personnalisés.

Caractéristiques des jeunes en phase de qualification

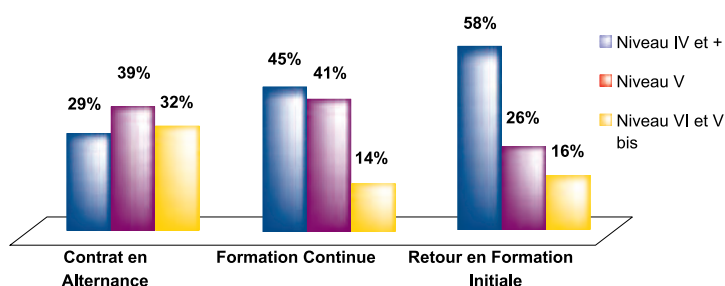
Répartition par genre



Pour la première fois nous relevons une présence plus importante des femmes dans les dispositifs Alternance. Ceci peut s'expliquer par la baisse de l'offre de contrats dans les secteurs du bâtiment et de l'industrie, où les hommes sont majoritairement représentés.

À l'inverse, les stages de formation continue sont davantage investis par des jeunes hommes plus qualifiés qui constituent «la population nouvelle» de la Mission locale en 2009..

Répartition par niveau



La part des jeunes de niveau IV et + progresse du fait de leur plus grande représentation au niveau des jeunes suivis.

Inversement, les jeunes de plus faible niveau n'ont pas été en proportion «pénalisés» par la situation particulière de cette année 2009, leur représentation dans le dispositif de formation continue étant identique à 2008 et légèrement meilleure en contrat en alternance.

Les choix de qualification des jeunes

FILIÈRE DE QUALIFICATION	en %
Métiers du Commerce et de la Distribution	18%
Métiers du BTP	13%
Métiers de l'industrie secteurs Mécanique, de l'électricité et de l'électronique	12%
Métiers de l'Hôtellerie et la Restauration	10%
Métiers des Service à la Personne et à la collectivité	9%
Autres filières	7%
Métiers de la Santé	7%
Métiers de l'Intervention sociale, de l'Emploi et de la F°	6%
Métiers de type artisanal	4%
Métiers de l'Agriculture et de la Pêche,	4%
Métiers des Services Administratifs et commerciaux	3%
Métiers du Transport et Logistique	3%
Métiers de l'industrie de process et autres industries	2%
Total	100%

La comparaison avec les données de 2008 fait apparaître les constats suivants :

- Le recul des secteurs du Commerce et de la Distribution (-3%) et du BTP (-2%) affectés pour le premier par la baisse des contrats de professionnalisation et pour le second par celle de l'apprentissage. Le secteur de l'industrie quant à lui reste stable, en troisième position.
- Les évolutions concernent le secteur de

l'hôtellerie/restauration qui progresse de 3 points et se hisse à la 4ème place

- La progression notable (+3%) du secteur «autres filières» regroupant pour l'essentiel des fonctions transverses de techniciens ou cadres de la gestion, de la communication mais également du domaine de l'informatique. Elle peut correspondre à l'arrivée à la mission locale de jeunes plus qualifiés en 2009.

Les filières de qualification par dispositif

FILIÈRE DE QUALIFICATION	Contrat en Alternance	Formation	Retour en F° initiale
Métiers du commerce et de la distribution	32%	7%	7%
Métiers du BTP	13%	14%	5%
Métiers de l'industrie, secteurs mécanique, de l'électricité et de l'électronique	9%	15%	5%
Métiers de l'hôtellerie et la restauration	19%	3%	2%
Métiers des service à la personne et à la collectivité	5%	14%	5%
Autres filières	4%	5%	42%
Métiers de la santé	2%	13%	0%
Métiers de l'intervention sociale, de l'emploi et de la formation	1%	10%	9%
Métiers de type artisanal	7%	2%	7%
Métiers de l'agriculture et de la pêche	3%	5%	5%
Métiers des services administratifs et commerciaux	2%	4%	12%
Métiers du transport et logistique	1%	6%	0%
Métiers de l'industrie de process et autres industries	1%	2%	2%
Total	100%	100%	100%

- Autant de formations sous statut stagiaire de la formation professionnelle et de contrats en alternance pour le secteur du BTP

- Prédominance relative de la formation professionnelle pour le secteur de l'industrie, à mettre en lien avec une offre locale bien fournie dans ce domaine.

- Prédominance de l'alternance pour les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce

Comme l'industrie, le secteur des services à la personne et à la collectivité bénéficie d'un contexte local de formation plutôt favorable.

- Le retour en formation initiale concerne très majoritairement la filière «autre» que nous définissons plus haut et qui se caractérise par l'accès à des formations supérieures de niveau III et +. Le secteur administratif, bien représenté, est dans la même logique.

Répartition des situations et des mesures de la phase d'accès à la qualification

Dispositifs	Actions	Nbre de situations	Nbre de jeunes
Préqualification	PPS DRIP	82	81
	Prépros AFPA	60	57
	Autres préqualification	26	24
Total		168	
Qualification	Qualifications CR	114	114
	Qualifications AFPA	77	77
	Autres Qualifications	91	90
	Retour en F° initiale	59	59
Total		326	
Alternance	Contrat d'apprentissage	171	171
	Contrat de professionnalisation	97	97
	Total	268	

Globalement contrairement à nos hypothèses, la crise n'a pas «boosté» les entrées en qualification. La hausse générale du chômage a provoqué une mise en concurrence entre les adultes demandeurs d'emploi et les jeunes pénalisés sur les entrées en formation.

Par ailleurs, au premier accueil, la demande spontanée de qualification des jeunes n'a pas augmenté par rapport à 2008 : la nouvelle catégorie de jeunes reçus en 2009 est plutôt plus qualifiée et en recherche d'emploi.

Par contre, ceux ayant fait le choix de la formation se retrouvent majoritairement dans la phase d'orientation. Un impact sur les entrées en qualification en 2010 est possible si le déploiement du dispositif CAF augmen-

te les possibilités d'entrées en formation.

Quant au dispositif de pré-qualification, il se situe au même niveau qu'en 2008 avec une meilleure utilisation des prestations pré-professionnelle du DRIP.

L'accès à la qualification par l'alternance a subi une baisse liée à la réduction des recrutements surtout pour les contrats de professionnalisation. En effet l'apprentissage reste à un niveau similaire à celui de 2008 malgré une baisse des offres notamment dans le secteur du bâtiment. Les actions de promotion de l'alternance mise en place à la Mission locale contribuent au maintien de ce résultat.

La promotion de l'alternance auprès des jeunes à la Mission locale

• Les Lundis de l'alternance

9 ateliers ont été animés de mars à juin, période préalable aux signatures des contrats d'apprentissage.

Les ateliers permettent de donner toutes les informations et modalités pratiques autour du contrat d'apprentissage et du contrat de professionnalisation.

• Le Forum de l'alternance, juin 2009

L'accueil des jeunes s'est effectué autour de 4 espaces :

- Espace Info conseil regroupant organismes de formation, branches professionnelles, entreprises, chambres consulaires, l'association ARPE et des représentants du réseau de parrainage
- Espace CFA regroupant l'ensemble des CFA du

Morbihan ainsi que l'IUT

- Espace Logement mobilité regroupant le BIJ et un conseiller spécialisé de la Mission locale
- Espace « Offres d'emploi » avec mise à disposition d'outils informatique. Un atelier encadré permettant de créer son espace emploi sur le site de pôle emploi et faire des télé candidatures. Un affichage sectorisé des offres d'apprentissage et des offres de contrats de professionnalisation. Deux conseillers étaient également mobilisés pour effectuer des mises en relation sur les offres.

À noter, également, notre présence lors des journées portes ouvertes dans tous les CFA, impulsée par le plan d'action départemental CFA / Mission locale.

La phase «Accès à l'emploi» : un système dynamique en interaction avec le monde économique pour favoriser l'accès à l'emploi des jeunes

Accompagner chaque jeune dans sa recherche d'emploi, c'est proposer les appuis nécessaires pour le soutenir : conseiller, étayer et suivre sa démarche jusqu'à l'emploi durable.

Chaque parcours vers l'emploi est singulier

et de nombreuses prestations et services sont mis à disposition des jeunes pour permettre à chacun d'entre eux d'atteindre son objectif d'emploi.

Zone d'emploi

Associations

Outiller et préparer les jeunes demandeurs d'emploi

ERE espace de recherche d'emploi

ARE ateliers de recherche d'emploi

Ateliers «prospection d'entreprises»

Ateliers de préparation aux entretiens d'embauche

Collecter et diffuser des offres d'emploi

Permanence d'accueil téléphonique aux entreprises

Suivi de recrutements

Informations collectives recrutements

Prospection CAE passerelle et CIE jeunes

EMPLOI DES JEUNES

Développer des partenariats avec les entreprises et les acteurs locaux associatifs et institutionnels

Parrainage

Plan d'action CAE Passerelle avec Pôle Emploi

Partenariat avec les structures de l'Insertion par l'activité économique

Entreprises

Collectivités locales

Zooms sur

Une nouveauté : «Informer sur la mobilité européenne»

Un conseiller reçoit sur rendez-vous tous les jeunes intéressés par un emploi à l'étranger. Ils bénéficient dans ce cadre de conseils personnalisés pour connaître :

- les opportunités d'aides financières et logistiques

- les différents dispositifs

- les possibilités d'apprendre la langue du pays

- les opportunités d'emploi et de formation dans les pays concernés.

Les recrutements collectifs

Plusieurs recrutements collectifs ont été menés en 2009. Ils ont été possibles suite aux relations privilégiées établies notamment avec les agences d'interim, la Ville de

Lorient et des entreprises locales.

150 jeunes ont participé à ces temps de recrutement. 60 ont trouvé un emploi

Les «Job Café» pour démystifier, faciliter les relations entre les jeunes et les employeurs, créer des réseaux et mieux appréhender les exigences des recruteurs

3 Job Café se sont déroulés autour d'un petit déjeuner. 85 jeunes et 18 employeurs.



Le parrainage : un réseau dynamique et efficace

120 professionnels, hommes et femmes d'horizons professionnels divers, en activité ou retraités pour 15 % d'entre eux, ont accompagné en 2009 168 jeunes en recherche d'emploi. Parmi ces jeunes, 43 % sont en situation d'emploi ou de formation ; il s'agit de contrats aidés (CAE passerelle), CDD divers, interim ou/et temps partiel, de

contrats en alternance ou de formation. Dans ce contexte, le duo jeunes / parrains, marraines s'inscrit bien dans une logique de parcours et l'accompagnement parrainage se poursuit alors jusqu'à l'insertion durable.

84 jeunes sont nouvellement entrés dans le programme parrainage en 2009.

Une fonction d'appui et d'animation afin de développer une culture de réseau entre ces acteurs économiques et les professionnels de l'insertion.

Des séances de travail bimestrielles sont organisées afin de favoriser les échanges entre parrains, marraines et conseillers d'insertion. Ces réunions permettent également de donner de l'information aux parrains, marraines (intervention de partenaires, présentation des aides à la mobilité, nouvelles mesures... Des temps forts semestriels à destination de l'ensemble du réseau constituent des espaces d'échanges intéressants permettant de croiser les regards sur les parcours des jeunes (connaissance des probléma-

tiques, pratiques et points de vue des recruteurs, leviers pour l'emploi, la mobilité..).

Juin 2009 : une séance de travail à partir de témoignages vidéo de jeunes parrainés. Objectif : Croiser la perception des parrains et celle des jeunes parrainés sur la recherche d'emploi, le parrainage, ses apports. Une dizaine de jeunes filmés, 25 parrains participants.

Une nouvelle fonction pour la Mission locale : la prescription des contrats CIE et CAE Passerelle

Cette nouvelle fonction a nécessité une réorganisation en interne et un renforcement des moyens sur le secteur entreprise, notamment en termes de prospection et de gestion (signatures des contrats et conventions diverses, interface directe avec les employeurs

sur la dimension administrative des contrats).

Par ailleurs, elle a permis de nouveaux modes de coopération avec Pôle Emploi à travers un plan d'action concerté CAE Passerelle.



L'association «Mission locale du Pays de Lorient»

La Mission locale du Pays de Lorient, est une association régie par la loi du 1er juillet 1901. En 2009, nous avons entrepris la refonte des statuts de l'association pour une meilleure adéquation avec l'évolution du contexte des Mission locale et une nouvelle dynamique des instances.

L'objet de l'association a été réécrit dans ce sens en plein accord avec le protocole 2005 des Missions locales :

«L'association a pour objet :

- D'aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sortis du système scolaire à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement ;

- de favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions qu'ils conduisent.

À ce titre les Missions locales contribuent à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et socia-

le des jeunes, à partir de leur travail d'analyse de la demande et des besoins des jeunes ainsi que de leur fonction d'accompagnement individualisé des parcours.»

La Mission Locale est dirigée par un Conseil d'administration de 43 membres répartis en quatre collèges. En 2009, le Conseil d'administration a été renouvelé et a élu un nouveau bureau :

M. Le Vouedec est Président de l'association,
M. Garniel, Vice-président,
M. Solaro, Trésorier
et Mme Palaci, Secrétaire.

COLLÈGE n° 1 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	
Monsieur Dominique LE VOUEDEC	Vice-président de Cap l'Orient, chargé de l'emploi et de la solidarité, Maire de Gâvres, Président de la Mission Locale
Madame Dominique CANY	Adjointe au Maire de Lorient
Monsieur Pascal FLEGEAU *bureau	Conseiller municipal de Lanester
Monsieur Alain TANGUY * bureau	Vice-président de Cap L'Orient, adjoint au Maire d'Hennebont
Madame Carole GUIHARD bureau	Conseillère municipale d'Inzinzac Lochrist
Monsieur Alain LE BOUDOUIL * bureau	Conseiller municipal de Lorient
Madame Lorette HENO	Adjointe au Maire de Languidic
Madame Marie Bernadette LE NEVE * bureau	Adjointe au Maire de Ploemeur
Monsieur Damien GARNIEL *bureau	Conseiller municipal délégué, mairie de Quéven
Madame Nicole LE SAGER * bureau	Adjointe au Maire de Gestel
Monsieur Joël BOULARD	Adjoint au Maire de Riantec
Monsieur Jean Pierre GOURDEN	Maire de Nostang et Vice-président de la CCBBO
Monsieur LE NAY Gwenn	Vice président de la Communauté de Communes de Plouay
Monsieur Jean Michel LE BOULANGER	Conseiller régional
Monsieur Jean Rémy KERVARREC	Conseiller général

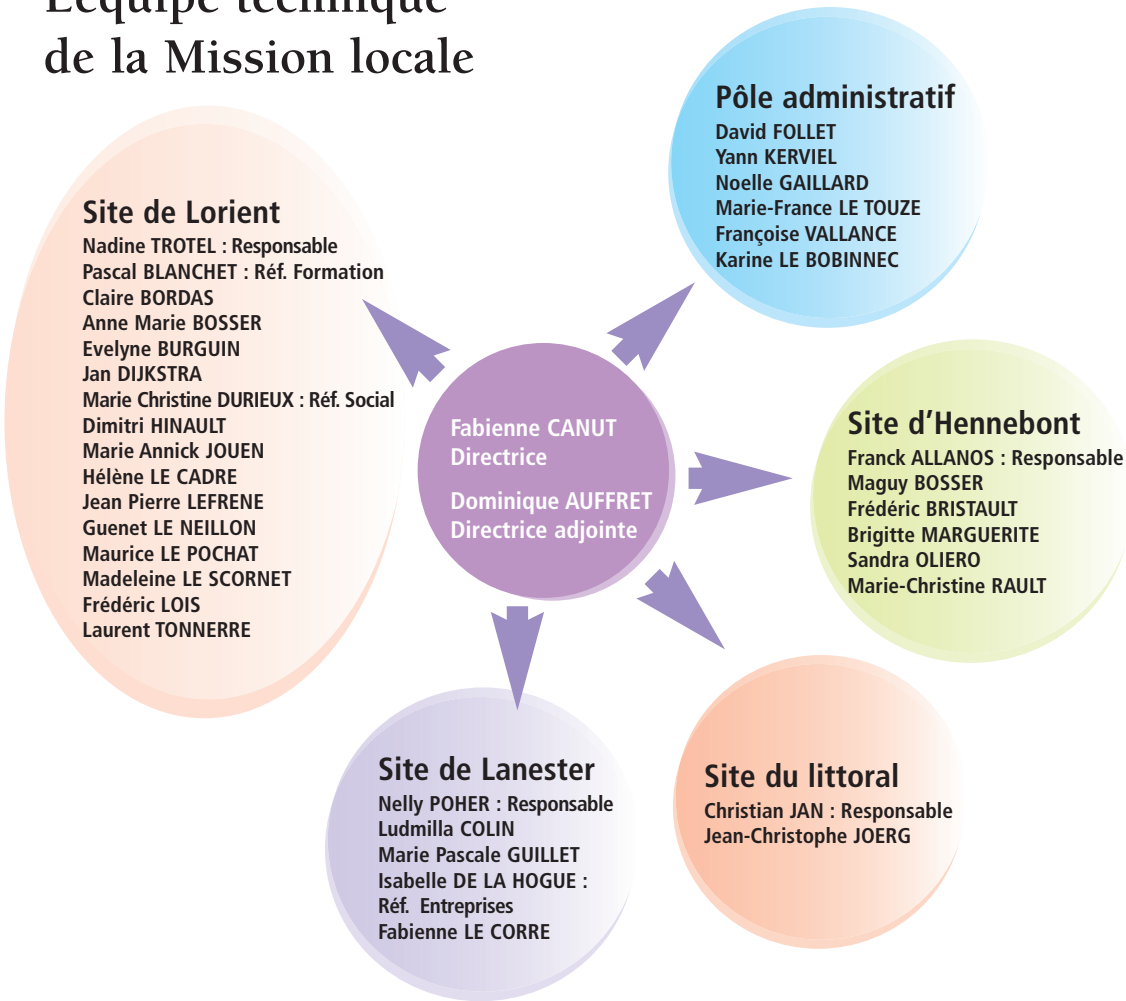
COLLÈGE n° 2 : ÉTAT	
Madame Mireille CRENO-CHAUVEAU	Directrice Départementale de DIRRECTE
Monsieur Hervé CARREE * bureau	Direction départementale PJJ
Madame Claire MUZELLEC	DDASS
Madame Annick PORTES	Directrice de la DDJS
Monsieur Denis LABBE, Sous-Préfet	Sous-Préfecture
Madame Régine MOLINS *bureau	Conseillère formation continue GRETA
Madame Monique ODONGUI BONNARD *bureau	Directrice du CIO
Madame Mireille MARTIN *bureau	Directrice du Pole Emploi Lorient Centre

COLLÈGE n° 3 : ACTEURS ÉCONOMIQUES ET PARTENAIRES SOCIAUX	
Monsieur Bernard HANGOUET	Chambre des Métiers
Monsieur Jean-Yves LE LAN	Parrain
Madame Irma LAGLAE	PROMAN Intérim
Madame Alexandra PALACI *bureau	TEMPORIS Intérim
Madame Marie Pierre CHOPARD	Directrice du GEIQ
Madame Irène LE MENTEC	Union Morbihan des Industries Hôtelières
Monsieur Philippe LEAUSTIC	ES.U.
Monsieur Pascal MAHE *bureau	Directeur d'ELAN
Monsieur Gilles LE GAL	Représentant Union Départementale CFDT
Monsieur Marcel LE HENO	Directeur d'ALESi

COLLÈGE n°4 : ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DE FORMATION	
Monsieur Yannick BERVAS	Directeur de la SAUVEGARDE de L'ENFANCE
Monsieur Fabrice PARAT YEGHIAYAN *bureau	Directeur de l'AFPA
Madame Annie BECKER	Présidente du BIJ
Madame Claudine PETIT-PIERRE	Directrice du C.F.A.
Monsieur Jean Paul SOLARO *bureau	Directeur d'AGORA
Monsieur Patrick ARGENTE	Association DDD
Monsieur Daniel LE CREN	Université Sociale Espace beaufort
Monsieur Le Directeur	IBEP
Monsieur MORPAIN	SESAM
Madame Emilie DABO	JOC

* bureau : ces personnes font également partie de la composition du bureau et sont élus pour deux ans.

L'équipe technique de la Mission locale



Rapport social au 31 décembre 2009

Effectif salarié

32 salarié(e)s soit 30.10 équivalents Temps Plein (E.Q.T.P.) dont 13 hommes et 19 femmes
.32 contrats à durée indéterminée



Age moyen : 47 ans
Ancienneté moyenne : 11 ans
Taux d'absentéisme :
2009 : 3.32 %
2008 : 1,95 %
2007 : 8,11 % (dont 4,84 % pour maternité)

Évolution du nombre de salarié(e)s / masse salariale

	2009	2008	2007
Nombre de salariés	32	34	35
EQTP	30,10	31,10	31,51
% budget	75,23	78,28	78,09

Répartition par emploi repère (CCNML) des salarié(e)s

GESTION

Assistant(e) administratif(ve)	3	22%
Assistant(e) de gestion	1	
Assistant(e) de direction	1	
Assistant(e) informatique	1	
Responsable de secteur	1	

INFORMATION COMMUNICATION

INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Conseiller(ère) de niveau 1	4	72%
Conseiller(ère) de niveau 2	17	
Chargé(e) de projet	2	

ENCADREMENT

Directrice adjointe	1	6%
Directrice	1	

Total : 32 100%

Autres personnels

Sans remboursement de la Mission locale

- une conseillère mise à disposition par Pôle Emploi
- un conseiller (10%) mis à disposition par la PJJ

Conventions FIPJ :

- une conseillère ESF (1/2 journée/semaine)
- une monitrice éducatrice (50%) affectée à l'accueil de jour par le CCAS de Lorient

Remboursement assuré par la Mission locale

- une secrétaire (80 %) détachée de la Mairie de Lanester pour l'antenne
- quelques heures d'une conseillère détachée de l'association Ty-Gef de Groix
- secrétariat partagé au PEI de Ploemeur
- une permanence hebdomadaire d'une psychologue vacataire

Formations mises en œuvre en 2009

NBR SALARIÉ(E)S	INTITULÉ DE LA FORMATION	ORGANISME	LIEU	HEURES
ACCUEILLIR - ACCOMPAGNER				
3	Les leviers de la motivation	ANDRÉ CHAUVET	VANNES	63
1	Construction d'un parcours d'insertion	ANDRÉ CHAUVET	RENNES	28
3	Comprendre, repérer les comportements d'addiction liés à une pathologie mentale	EXPRESSION	LOUDÉAC	84
3	Lutte contre la discrimination : Nouvelle réglementation	ISM CORUM	RENNES	21
5	Prévenir les risques de discrimination	ISM CORUM	SAINT-BRIEUC	70
2	Prévenir et gérer les manifestations d'agressivité et de violence	GUILLEMOND Christian	QUIMPER	56
ORIENTER				
3	Orientation professionnelle - diagnostic	ALETHEIA	BREST	63
4	Genre, formation, orientation, travail des identités sexuées	CNAM DE BRETAGNE	RENNES	126
RELATIONS ENTREPRISES				
2	Savoir repérer et analyser les compétences	JONAS FORMATION	RENNES	42
1	Relations entreprises : accompagner les parcours en entreprises	GRAVIASSY Michel	LOUDÉAC	14
1	Optimiser les relations en entreprise	BLOUIN Jean-Yves	SAINT-BRIEUC	14
MANAGEMENT - CONDUITE DE PROJET - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES				
2	Journées professionnelles	ANDML	SAINT-MALO	28
1	Entretien professionnel : module Évaluer	INTERFACE	LOUDÉAC	14
1	Actualité de la paie	CEGOS	PARIS	7
1	Réussissez vos réunions : niveau 2	CEGOS	PARIS	14
1	L'assistante de ressources humaines	CEGOS	NANTES	42
TECHNIQUES INDIVIDUELLES				
1	Améliorer ses comptes rendus	AFTEC	LOUDÉAC	7
3	Mieux gérer son organisation pour être plus efficace	AFTEC	RENNES	42
2	s'exprimer avec aisance et efficacité	CONVERGENCES	VANNES	28
1	Cours particulier en anglais	CCI	LORIENT	6
4	Prévention des risques routiers	CENTAURE	RENNES	84
1	Trajectoire de vie et choix professionnel	FORSYFA	NANTES	21
1	PNL Observer différemment - Communiquer mieux	FORSYFA	PARIS	35
MOBILITÉ EUROPÉENNE				
1	Mobilité européenne	Id6 International	RENNES	14
			Total Nb heures	923

 75 % des salariés ont suivi une formation en 2009

Charges

	Réalisé 2008	%	Réalisé 2009	%
Achats	24 240	1,46	29 612	1,70
Énergie (électricité, combustibles, fuel...)	8 298		9 199	
Fournitures administratives	5 672		6 403	
Matériels, petits équipements	5 725		4 898	
Frais de duplication et de communication	4 545		9 112	
Services extérieurs	50 807	3,07	67 663	3,88
Charges locatives	3 810		6 757	
Entretien et maintenance (dont Parcours 3)	38 402		51 768	
Assurances	4 858		5 384	
Documentation	3 737		3 734	
Frais de colloques			20	
Autres services extérieurs	118 094	7,13	114 104	6,54
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68 894		72 588	
Publication	2 309		386	
Déplacements	17 004		11 940	
Missions et réceptions	4 048		5 708	
Frais postaux et télécommunication/Internet	21 883		19 211	
Concours divers	3 477		4 134	
Autres dépenses jeunes	479		137	
Impôts et taxes	99 778	6,02	102 085	5,85
Taxe sur salaires	69 008		71 249	
Participation à la formation prof. continue	22 167		22 234	
Participation à l'effort de construction	3 676		3 700	
Taxes et redevances diverses	4 927		4 902	
Charges de personnel	1 197 632	72,26	1 211 000	69,38
Rémunération du personnel	823 500		830 135	
Variation de la provision pour congés payés	-		255	
Charges patronales	370 501		376 980	
Médecine du travail	3 631		3 631	
Autres charges de personnel	6 022	0,36	38 774	2,22
Autres charges de gestion courante	2		231	0,01
Fonds gérés pour compte d'autrui (enveloppe jeunes)	42 727	2,58	44 296	2,54
Charges financières	4 511	0,27	4 405	0,25
Charges exceptionnelles	351	0,02	20 833	1,19
Dotations de l'exercice	22 165	1,34	18 981	1,09
TOTAL CHARGES	1 566 329		1 651 984	
Engagements à réaliser sur ressources affectées				
EXCÉDENT	-		305	0,02
TOTAL COMPTE RÉSULTAT	1 566 329		1 652 288	
Evaluation des Contributions Volontaires en nature				
Apports de biens et services des communes	40 152		41 072	
Apports de personnel mis à disposition par Pôle Emploi	38 427		46 495	
Apports de personnel mis à disposition par la P.J.J.	12 426		5 484	
Total	91 005	5,49	93 051	5,33
TOTAL GÉNÉRAL	1 657 335	100%	1 745 339	100%

Produits

	Réalisé 2008	Réalisé 2009
Subventions structurelles		
Cap l'Orient	230 000	310 000
Communauté de Communes de la Région de Plouay	9 500	9 500
Communauté de Communes Bellevue Blavet Océan	10 000	10 000
Total	249 500	329 500
Conseil régional - subvention annuelle	178 338	191 443
- Parcours 3	6 048	6 048
DRTEFP - LFI Crédit d'État Convention CPO	531 385	531 385
- FSE	233 313	246 036
Total	764 698	777 421
Total des subventions structurelles	1 198 584	1 304 412
Activités spécifiques	224 075	240 388
F.S.E. - Programme Compétitivité Régionale et Emploi (Projets ML)	29 996	27 957
- P.L.I.E. (Accompagnement individualisé)	35 700	39 772
Conseil général	10 000	13 500
Conseil régional - Psychologue	5 120	4 860
Pôle Emploi (Co traitance P.P.A.E.)	51 000	72 404
Délégation Régionale aux droits des Femmes et à l'Égalité	12 500	12 500
Contrat Urbain de Cohésion Sociale	10 000	10 000
ACSE Direction Régionale Bretagne	4 116	10 366
DDTEFP - Réseaux de Parrainage	33 855	24 063
CCAS de Lorient	4 600	4 600
Fondation DEXIA	3 781	-
DRTEFP (Forum Alternance)	-	7 470
Subvention Emplois Jeunes - Conseil régional	5 883	1 000
Conseil général - Frais de Gestion FAJ	13 079	7 455
- Module collectif	4 446	4 443
Fonds gérés pour compte d'autrui	44 610	46 990
Conseil Régional - Chèques Mobilité	32 016	30 251
D.D.T.E.F.P. - Enveloppe Subsistance/Transport	9 717	13 140
D.R.T.E.F.P. - Enveloppe Santé	2 877	3 599
Produits d'exploitation	1 467 269	1 591 791
Autres produits de gestion courante	62	-
Produits Financiers	8 461	445
Produits Exceptionnels	27 471	51 558
Produits exceptionnels de gestion et sur exercices antérieurs	10 123	12 151
Produits des cessions d'éléments d'actifs	-	25
Transfert de charges (CNASEA/CPAM/Rbst Frais Formation)	17 349	39 382
Reprise sur amortissements et provisions	18 304	8 358
TOTAL PRODUITS	1 521 567	1 652 151
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS	443	137
DÉFICIT	-44 319	
TOTAL COMPTE RÉSULTAT	1 566 329	1 652 288
Evaluation des Contributions Volontaires en nature		
Apports de biens et services des communes	40 152	41 072
Apports de personnel mis à disposition par Pôle Emploi	38 427	46 495
Apports de personnel mis à disposition par la P.J.J.	12 426	5 484
Total	91 005	93 051
TOTAL GÉNÉRAL	1 657 335	1 745 339

Missions locales de Bretagne



Source : CLARITAS Francièmes (tous droits réservés)

Dès 1994, les missions locales de Bretagne se sont regroupées au sein d'une Association régionale des missions locales de Bretagne.

L'Association assure la représentation institutionnelle régionale et nationale des 17 missions locales.

Son rôle est de :

- favoriser l'harmonisation des pratiques au sein du réseau,
- renforcer les compétences des équipes techniques,
- développer la communication et la circulation de l'information.

La Mission locale du Pays de Lorient est financée par :



Fonds social européen



44, avenue de la Marne - 56100 Lorient
Tél. 02 97 21 42 05
Email : mllorient@wanadoo.fr